

FEMMES DE FRANCE AU XX^e SIÈCLE

Les **femmes** ont longtemps été les **grandes oubliées de l'Histoire**. Georges Duby (1919-1996), étudiant à Mâcon puis historien de renom, fut l'un des premiers à s'intéresser à elles et à leur histoire.

En l'espace de 100 ans, la société française a évolué considérablement. **Du côté des femmes, quels évènements, quels succès, quels échecs retenir ?**

Retour sur un siècle de contrastes, entre conquêtes et permanences, entre ouvertures et résistances.

Une femme de Saône-et-Loire, Marie Guillot, institutrice syndiquée et féministe, nous guide dans ce XX^e siècle.

Début du siècle -

Portrait d'une pionnière de Saône-et-Loire : Marie Guillot (1880 à Damerey-1934), institutrice militante.



Marie Guillot est issue d'un milieu très modeste. En 1898, elle devient **institutrice** et chargée de famille avec sa mère malade et sa sœur à élever.

Une de ses premières affectations est l'école de filles d'Épinac, ville ouvrière où elle s'initie au **militantisme**, adhère au parti socialiste, à la société de Libre Pensée et à la Ligue des droits de l'Homme. Malgré les réticences de ce milieu masculin, elle continuera d'assister aux réunions et conférences publiques.

Nourrie de son expérience, de ses lectures féministes et syndicales, elle fonde le 4 mars 1906 **l'Association des femmes de Saône-et-Loire pour la propagation des idées laïques** et en 1911, une **section syndicale locale pour les enseignants**. Son mot d'ordre « **Femme, ose être** » s'affiche dans la *Tribune féministe* de la revue *L'École émancipée* à laquelle elle participe.

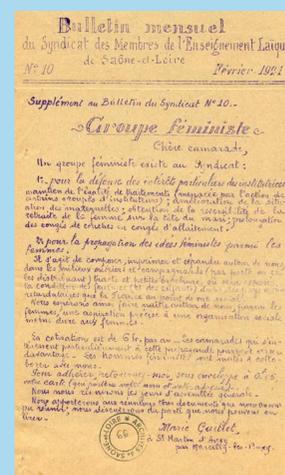
En 1912, au congrès de la Fédération des syndicats d'instituteurs, à Chambéry, elle intervient pour défendre **l'égalité des traitements entre instituteurs et institutrices**.

En 1914, elle monte à Paris et défend **l'organisation syndicale des ouvrières** notamment dans les métiers à majorité féminine. Face à la guerre, Marie affirme et développe son **action pacifiste**.

En décembre 1920, le Comité départemental des syndicalistes révolutionnaires de Saône-et-Loire élit à l'unanimité Marie, secrétaire générale-trésorière, et apogée en **1922, elle devient la première femme secrétaire confédérale de la CGTU**, dont elle démissionne en 1924.

Sa carrière d'institutrice a fait les frais de ses prises de position : réprimandes, convocations, et même révocations fournissent son dossier.

Les dix dernières années de sa vie ont été consacrées à son métier et à ses engagements féministes. Souffrant de dépression nerveuse, elle meurt en 1934.



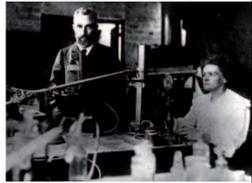
Article de Marie Guillot, 1921 (M182)

« La division des rôles sociaux entre les sexes, aux hommes le domaine public, aux femmes le domaine privé, a, par une « habitude » séculaire, façonné la psychologie, la mentalité, le comportement des uns et des autres. [...] Notre seul tort... est de ne pas nous placer en avant... »

Marie Guillot

REPÈRES D'UNE CONQUÊTE :

1880	Création des collèges et lycées de jeunes filles
1899	La duchesse Anne de Crussol d'Uzès : 1 ^{ère} Française à obtenir le permis de conduire
1901	Constitution du Conseil national des femmes françaises (CNFF), fédération d'associations féminines et féministes
1903	Marie Curie : 1 ^{ère} femme Prix Nobel de physique, avec son mari
1907	Libre disposition du salaire pour les femmes mariées
1909	Fondation de l'Union française pour le suffrage des femmes (UFSF) Instauration d'un congé maternité facultatif de 8 semaines
1911	Marie Curie : 1 ^{ère} femme Prix Nobel de chimie
1919	1 ^{er} débat parlementaire sur le vote des femmes Création d'un baccalauréat féminin, diplôme nécessaire pour entrer à l'université Egalité de traitement entre instituteurs et institutrices
1920	Interdiction de la propagande anticonceptionnelle ou antinataliste Création de l'Association française des femmes diplômées des universités (AFFDU)
1922	Parution du roman de Victor Margueritte <i>La Garçonne</i> Création du diplôme d'infirmière
1923	Répression accrue de l'avortement
1924	Unification des programmes du secondaire et des baccalauréats pour les filles et les garçons
1925	Création de l'Union féminine civique et sociale (UFCS)
1926	Officialisation de la Fête des mères
1929	Etats généraux du féminisme à Paris
1936	Nomination de Cécile Brunshwig, Suzanne Lacorre et Irène Joliot-Curie sous-secrétaires d'Etat dans le gouvernement du Front Populaire Maintien du principe d'abattement sur les salaires féminins
1938	Suppression de la puissance maritale et reconnaissance de nouveaux droits à la femme mariée (droit d'ouvrir un compte en banque sans autorisation de l'époux par exemple)
1940	Interdiction d'embaucher des femmes mariées dans l'administration
1941	Durcissement des conditions de divorce
1942	Assimilation de l'avortement à un crime contre la sûreté de l'Etat Enseignement ménager obligatoire pour toutes les jeunes filles
1944	Droit de vote et d'éligibilité des femmes dans les mêmes conditions que les hommes (ordonnance du GPRF du 21 avril) Création de l'Union des femmes françaises (UFF) L'Ecole nationale d'administration (ENA) est d'emblée mixte
1945	1 ^{er} vote féminin aux élections municipales 34 femmes députés sur 586 élus
1946	Ouverture des métiers de la magistrature aux femmes Fermeture définitive des maisons de tolérance (loi Marthe Richard)



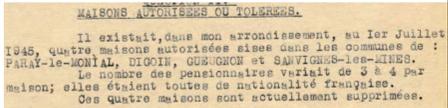
Pierre et Marie Curie



Permis de conduire de Camille Henry, 1922



04/07/1936 (PR30/11)



Rapport départemental, 1947 (747W172)

LÉGISLATION ET ÉVÈNEMENTS

1949	Parution du roman de Simone de Beauvoir <i>Le Deuxième sexe</i>
1952	Projet de loi de Pierre Mazuez, élu socialiste de Saône-et-Loire, pour la réouverture des maisons closes Congé maternité obligatoire de 12 semaines
1956	Création de la « Maternité heureuse », futur Planning familial
1965	Libre disposition de ses biens propres pour la femme mariée Fin du droit d'interdire à sa femme de travailler Egalité, pour la 1 ^{ère} fois, du nombre de candidats et de candidates au bac
1967	Autorisation de vendre des produits contraceptifs (loi Neuwirth)
1968	Mai 68 provoque une prise de conscience féministe
1969	Création du Mouvement des Femmes (futur MLF)
1970	Disparition de la notion d'autorité paternelle au profit de l'autorité parentale
1971	Parution du Manifeste des 343 femmes ayant eu recours à l'avortement, dans <i>Le Nouvel Observateur</i> Pour la 1 ^{ère} fois, le nombre de bachelières dépasse celui des bacheliers
1972	Adoption du principe de rémunération égale entre hommes et femmes Anne Chopinet : major de la 1 ^{ère} promotion mixte de l'école Polytechnique Gisèle Halimi, avocate et féministe, défend une mineure ayant eu recours à l'avortement (procès de Bobigny)
1973	Création du Mouvement pour la liberté de l'avortement et de la contraception (MLAC)
1974	Création d'un Secrétariat d'Etat à la condition féminine dirigé par Françoise Giroud
1975	L'ONU déclare 1975 « Année internationale de la femme » Légalisation de l'interruption volontaire de grossesse, IVG (loi Veil) Obligation de mixité dans les établissements scolaires
1980	Marguerite Yourcenar : 1 ^{ère} femme reçue à l'Académie française
1990	Reconnaissance du viol entre époux
1991	Edith Cresson : 1 ^{ère} femme Premier ministre (mai 1991 à avril 1992)
1992	Sanction du harcèlement sexuel sur le lieu de travail Répression des violences conjugales
1993	L'entrave à l'IVG est un délit
1996	Claudie Haigneré, originaire de Saône-et-Loire : 1 ^{ère} française dans l'espace
1999	Adoption du principe de parité politique
2001	Fin de l'interdiction du travail de nuit pour les femmes
2007	Ségolène Royal : 1 ^{ère} femme à participer au second tour des élections présidentielles



Bulletin départemental, section féminine, CGT, 1969 (74J30)



Ségolène Royal